

Dispositions susceptibles de s'appliquer aux succursales enregistrées en Belgique d'intermédiaires en crédit hypothécaire relevant du droit d'un autre État membre de l'Espace économique européen

Sont énumérées ci-après une série de dispositions légales et réglementaires d'ordre économique et financier qui pourraient concerner les activités des succursales enregistrées en Belgique des intermédiaires en crédit hypothécaire relevant du droit d'un autre État membre de l'Espace économique européen, soit parce qu'elles sont prises par application des règlements et directives de l'Union européenne, soit parce qu'elles pourraient constituer des dispositions d'intérêt général au sens de l'article VII.183, § 3, du livre VII Code de droit économique intitulé « services de paiement et de crédit ». Cet aperçu n'est pas exhaustif et n'ôte rien à l'obligation de respecter, lors de l'exercice d'activités en Belgique, les dispositions d'intérêt général non mentionnées, notamment celles relevant du droit civil, du droit commercial, du droit pénal et du droit fiscal.

A. Dispositions s'appliquant spécifiquement aux succursales enregistrées en Belgique d'intermédiaires en crédit hypothécaire relevant du droit d'un autre État membre :

- l'article VII.183, §§2, 4, 5 et 6 du Code de droit économique ;
- les articles XV.2, XV.18, XV.18/1, XV.31/3, XV.61, XV.66, XV.68, §§ 1 et 3, XV.87 à 89, XV.91, XV.126 et XV.126/1 du Code de droit économique.

B. Autres dispositions concernant les activités des succursales enregistrées en Belgique d'intermédiaires en crédit hypothécaire relevant du droit d'un autre État membre :

- le livre VII « Services de paiement et de crédit » du Code de droit économique, ainsi que ses arrêtés d'exécution et les arrêtés d'exécution de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire et de la loi du 10 août 2001 relative à la centrale des crédits aux particuliers qui demeurent en vigueur jusqu'à leur abrogation ;
- l'arrêté royal n° 22 du 24 octobre 1934 portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions ;
- l'arrêté royal n° 55 du 10 novembre 1967 organisant le statut juridique des entreprises pratiquant la location-financement, ainsi que les arrêtés pris pour son exécution ;
- la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, ainsi que ses arrêtés d'exécution ;
- la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que ses arrêtés d'exécution ;
- la loi du 17 juillet 2013 relative à la protection contre le faux monnayage et au maintien de la qualité de la circulation fiduciaire ;
- la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des planificateurs financiers indépendants et à la fourniture de consultations en planification par des entreprises réglementées et modifiant le Code des sociétés et la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers ;

- le livre VI « Pratiques du marché et protection du consommateur » du Code de droit économique ainsi que ses arrêtés d'exécution et les arrêtés d'exécution de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information du consommateur et de la loi du 6 avril 2010 relative aux pratiques du marché et à la protection du consommateur qui demeurent en vigueur jusqu'à leur abrogation ;
- le livre X « Contrats d'agence commerciale, contrats de coopération commerciale et concessions de vente » du Code de droit économique ;
- les articles 1408 à 1411^{quater} du Code judiciaire.